



TOUS EN GREVE ET MANIFESTATION LE 9 AVRIL !

Les politiques d'austérité, le pacte dit de « responsabilité » qui met en œuvre 41 milliards d'exonérations patronales et 50 milliards de réduction de dépenses pour l'État, les collectivités territoriales et la Sécurité Sociale, ne cessent de nourrir et d'aggraver la crise. La réforme territoriale accompagne cette logique de « moins d'État, moins de service public » et menace nos statuts. Et maintenant la loi Macron, visant à dynamiser le Code du Travail au nom de la compétitivité des entreprises, va continuer de faciliter les plans sociaux qui se multiplient dans tout le pays.

Contre les mesures de régression sociale qui frappent les travailleurs et leurs familles, **les confédérations CGT et FO, Solidaires et la FSU appellent jeudi 9 avril à une journée de grève nationale interprofessionnelle et à une manifestation nationale à Paris.**

Cet appel arrive au moment où la mise en place des mesures d'économie frappant la DGFIP s'accélère. **La prime d'intéressement d'un montant de 150 euros versée à tous les agents, déjà réduite l'an passé, est supprimée à compter de 2015 !** Alors que le point d'indice est bloqué depuis 5 ans, c'est un nouveau coup porté contre notre rémunération. En outre le gouvernement prépare la modulation totale du régime indemnitaire.

La DG accélère les restructurations. Les « **centres de contacts** », qui gèrent à distance les flux mails et téléphone des SIP et trésoreries d'un ou plusieurs départements (mise en place dans le 93 à compter du 1er mars), menacent directement les emplois et les implantations des SIP et trésoreries. L'article 40 de la loi 2014-1545 permet de privatiser les missions de recouvrement et de dépense de l'état et des collectivités.

L'austérité se traduit également par la réduction continue des effectifs : **dans notre direction, ce sont 414 emplois qui ont été supprimés depuis la fusion ; 158 emplois sont vacants au 1er mars**, ce qui rend les conditions de travail très difficiles.

Le « **schéma triennal d'adaptation du réseau** » prévoit pour le 92 la fin des trésoreries mixtes, prélude à de nouveaux regroupements de trésoreries municipales. Les SIE de « taille insuffisante », les services fonciers de Sèvres et Nanterre, les SPF de Nanterre sont également menacés de regroupement.

Tout cela est inacceptable

C'est pourquoi nos sections syndicales **Finances Publiques 92, CGT, Solidaires et FO, appellent tous les agents du département à être en grève et à manifester le 9 avril prochain, première étape pour bloquer les mesures gouvernementales**, aux côtés des salariés de tous les secteurs, privé et fonction publique, pour défendre leurs salaires, leurs emplois, leurs droits et le service public.

Nous serons en grève pour exiger :

- L'augmentation générale des salaires avec le dégel du point d'indice, le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2010 et le maintien des 150 euros de la prime d'intéressement !
- Le retrait de la loi Macron et du Pacte de Responsabilité, l'arrêt des politiques d'austérité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions !
- L'arrêt immédiat des suppressions de postes et le pourvoi de tous les postes vacants !
- L'arrêt du démantèlement de nos services, l'abandon de la Démarche Stratégique !
- Le maintien et le renforcement de toutes les missions de la DGFIP !
- Le respect des droits et garanties des agents au travers des règles de gestion !

**TOUS EN GREVE ET MANIFESTATION LE 9 AVRIL !
(RV 13h Place d'Italie)**